

NNMF  
REPUBLIQUE DE CÔTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE  
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N° 1221/2019

JUGEMENT contradictoire du  
03/06/2019

**Affaire :**

LE GROUPE MARAIS

(SCPA KONAN-LOAN & ASSOCIES)

**Contre**

LA SOCIETE CHINA INTERNATIONAL  
TELECOMMUNICATION CONSTRUCTION  
CORPORATION DITE CITCC

**Décision :**

**Statuant publiquement,  
contradictoirement et en  
premier ressort ;**

Rejette l'exception de  
communication des pièces  
soulevée ;

Déclare recevable l'action du  
GROUPE MARAIS ;

L'y dit partiellement fondée ;  
Condamne la Société China  
International

Télécommunication

Construction Corporation dite  
CITCC à lui payer la somme  
de 25.676.000 francs au titre  
de la créance ;

Déboute le GROUPE MARAIS  
de sa demande en paiement  
de la somme de 5.000.000 de

LE TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN  
5<sup>ème</sup> CHAMBRE

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 03 JUIN 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique  
ordinaire du lundi Trois Juin deux mille dix-neuf, tenue au siège  
dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

**BOUAFFON OLIVIER**, Vice-Président du Tribunal ; Président ;

**Messieurs, DOUA MARCEL, N'GUESSAN K. EUGENE, AKA  
N'GUESSAN ET MADAME MATTO JOCELYNE EPOUSE DJEHOU**  
Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître N'DOUA NIANKON MARIE-FRANCE**,  
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**LE GROUPE MARAIS**, société par action simplifiées au capital  
social de 4.700.000 euros, ayant son siège social à DURTAL en  
France 1, Rue Pierre et Marie Curie, Zone anjouactiparc " les  
portes de l'Anjou", 49430 Durtal-France, Tél : 33(0) 241 96 16 90,  
Fax : 33 (0) 241 96 16 99, prise en la personne de son  
représentant légal, Monsieur DANIEL RIVARD.

Demanderesse, comparaissant et concluant par le canal de son  
conseil, **SCPA KONAN-LOAN & ASSOCIES**, Avocats à la cour;

**D'une part ;**

Et

**LA SOCIETE CHINA INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION  
CONSTRUCTION CORPORATION**, Société à Responsabilité Limitée  
dite CITCC, ayant son siège social à Abidjan II Plateaux les  
versants villa 57, prise en la personne de son représentant légal,  
agissant au nom et pour le compte de sa succursale la société  
**CHINA INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONSTRUCTION  
CORPORATION RESEAU NATIONAL HAUT DEBIT A BASE DE  
FIBRE OPTIQUE TRONCON ABIDJAN-BOUNA (CITCC RNHD-FO  
ABIDJAN-BOUNA)**, dont le siège social est à Cocody, lot N°3, 08  
BP 3075 Abidjan 08, Tél : 22 41 74 25 prise en la personne de son  
représentant légal, es-qualité au siège de ladite société.



francs à titre de dommages-  
intérêts ;  
Dit n'y avoir lieu à exécution  
provisoire de la décision ;  
Condamne la Société China  
International  
Télécommunication  
Construction Corporation dite  
CITCC aux dépens.

Défenderesse, comparaisant et concluant;

**D'autre part :**

Enrôlé le 12 Avril 2019 pour l'audience du lundi 08 Avril 2019,  
l'affaire a été appelée;  
A cette date, le tribunal a ordonné une instruction confiée au juge  
DOUA MARCEL;  
La cause a à nouveau été renvoyée au lundi 13 mai 2019 en  
audience publique;  
Cette mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture n°605  
en date du mercredi 24 avril 2019 ;  
La cause a été mise en délibéré pour le lundi 20 mai 2019 ;  
Ledit délibéré a été prorogé au lundi 03 juin 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a rendu un jugement selon  
ce qui suit ;

**LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier de la procédure le  
GROUPE MARAIS contre la Société China International  
Télécommunication Construction Corporation dite CITCC relative  
à une assignation en paiement ;

Vu l'échec de la tentative de conciliation ;  
Où la demanderesse en ses demandes,  
fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la  
loi ;

**FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 29 mars  
2019, le GROUPE MARAIS a assigné la Société China  
International Télécommunication Construction Corporation dite  
CITCC à comparaître devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan  
le 08 avril 2019 pour s'entendre :

- Le recevoir en son action et l'y dire bien fondé ;

- Condamner la Société China International Télécommunication Construction Corporation dite CITCC à lui payer la somme de 25.676.000 francs ;
- Condamner ladite société à lui payer la somme de 5.000.000 de francs à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;
- Condamner la Société China International Télécommunication Construction Corporation dite CITCC aux entiers dépens de l'instance dont distraction au profit de la SCPA KONAN-LOAN et Associés, Avocats aux offres de droit ;

Au soutien de son action, le GROUPE MARAIS expose qu'il est spécialisé dans la construction-location de trancheuses-Energie et Télécommunications et dans le cadre de ses activités, il a mis à la disposition de la société CITCC une trancheuse avec chauffeur en vue des travaux de pose mécanisée et d'installation du réseau fibre optique sur le tronçon Abidjan-Boua dans le projet dénommé Réseau National de Haut Débit à base de fibre optique, moyennant la somme de 25.676.000 francs ;

Il déclare qu'après avoir exécuté ses obligations, il a transmis la facture de sa prestation à la société CITCC le 31 janvier 2017, mais celle-ci ne s'est pas exécutée immédiatement en lui payant le prix de location de son engin et n'a non plus pas honoré sa dette pendant plus d'une année de sorte qu'il a dû lui servir une mise en demeure de payer le 29 mai 2018 ;

Il informe que suite à cette mise en demeure, la société CITCC lui a adressé une correspondance, via son conseil, pour l'informer de ce que le non paiement de sa facture serait dû à la défaillance de ses débiteurs à elle qui n'honorent pas le règlement de ses factures et l'a invité à s'adresser directement à l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT), laquelle se serait engagée à procéder au paiement de tous ses sous-traitants ;

Il indique qu'approchée, l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) l'a informé par courrier en date du 18 septembre 2018 de ce qu'elle a déjà réglé la totalité du montant de la facture des travaux de construction du réseau national de base fibre optique sur le tronçon Abidjan-Boua à la société CITCC qui a donc inventé des subterfuges pour se soustraire à ses obligations contractuelles ;

Il avance qu'il a adressé le 15 février 2019 à la société CITCC un courrier aux fins de règlement amiable préalable de l'affaire qui est resté sans suite ;

Il a donc choisi la voie judiciaire pour le

recouvrement de sa créance d'un montant de 25.676.000 francs représentant le montant de sa facture impayée et sollicite du Tribunal qu'il condamne la société CITCC à lui payer ladite somme sur le fondement de l'article 1134 du code civil ;

Il sollicite également du Tribunal la condamnation de ladite société à lui payer la somme de 5.000.000 de francs à titre de dommages-intérêts sur la base de l'article 1147 du code civil en justifiant sa demande par le fait qu'il a subi un préjudice économique par l'immobilisation de sa créance et par les frais engagés pour le recouvrement de ladite créance ;

Réagissant aux écrits du GROUPE MARAIS, la société CITCC reconnaît devoir la somme due à celui-ci et affirme que l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) ne l'a pas payée bien qu'elle lui ait présenté la facture du GROUPE MARAIS ;

Elle soutient qu'elle n'a reçu ni le courrier d'invitation à un règlement amiable du litige, ni le courrier de l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) et fait savoir que le contrat la liant à ladite agence a été résilié d'un commun accord entre les parties ;

Elle produit un protocole d'accord en date du 24 février 2016 stipulant que l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) paye directement les sous traitants sur la base des factures revêtues de son acceptation ;

En réplique, le GROUPE MARAIS produit au dossier les pièces demandées par la société CITCC et lui communique lesdites pièces, à savoir :

- Le courrier en date du 18 septembre 2018 de l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) ainsi que le courrier du 05 septembre 2018 de son conseil ;
- L'exploit de remise du courrier de règlement amiable daté du 15 février 2019 ainsi que le mandat spécial du 29 janvier 2019 délivré à la SCPA KONAN-LOAN et associés ;

Après la production des pièces réclamées par la société CITCC, poursuit-il, il demande au Tribunal d'en prendre acte et de dire sans objet ladite réclamation ;

Il sollicite du Tribunal l'exécution provisoire de la décision sur la base de l'article 145 du code de procédure civile, commercial et administratif du fait que la société CITCC reconnaît lui devoir le montant de sa facture ;

Répliquant à son tour, la société CITCC allègue que l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) lui doit la somme de 184.872.989

francs pour solde de tout compte après la résiliation de leur contrat, et ce, dans un délai de 45 jours ;

De même, ajoute-t-elle, ladite agence doit à tous ses sous traitants et à ses fournisseurs la somme de 372.417.621 francs dont la créance du GROUPE MARAIS, le tout dans un délai de 45 jours ;

### DES MOTIFS

#### -EN LA FORME

##### Sur le caractère de la décision

La société CITCC a été assignée à son siège social ; Il sied de statuer par décision contradictoire ;

##### Sur le faux d'intérêt du ressort

L'article 10 de la loi organique N° 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des Juridictions de commerce dispose que « Les Tribunaux de commerce statuent :

En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminé ;

En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA ;

Dans le cas d'espèce, l'intérêt du litige qui est de 30.676.000 francs excède la somme de 25 millions de francs. Il convient par conséquent de statuer en premier ressort conformément aux dispositions de l'article 10 sus énoncé ;

##### Sur l'exception de communication de pièces

La société CITCC soulève l'exception de communication de pièces au motif que le GROUPE MARAIS ne lui a pas communiqué les pièces suivantes :

- Le courrier en date du 18 septembre 2018 de l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) ainsi que le courrier du 05 septembre 2018 de son conseil ;
- L'exploit de remise du courrier de règlement amiable daté du 15 février 2019 ainsi que le mandat spécial du 29 janvier 2019 délivré à la SCPA KONAN-LOAN et associés ;

Aux termes de l'article 120 du code de procédure civile, commerciale et administrative, « L'exception de communication de pièces a pour but d'exiger que soient communiquées à la partie qui la soulève les pièces sur lesquelles la partie adverse entend fonder sa demande ou sa défense. Ces pièces sont déposées au dossier et il en est donné connaissance sous le contrôle du Juge » ;

Il résulte de ce texte que la partie adverse peut demander que lui soient communiquées les pièces détenues par son adversaire dont elle n'a pas connaissance ;

En l'espèce, le GROUPE MARAIS a produit au dossier les pièces demandées par la défenderesse et celles-ci ont été communiquées à la partie adverse ;

Il y a lieu de rejeter ce moyen comme sans objet ;

#### Sur la recevabilité de l'action

L'action du GROUPE MARAIS a été introduite dans les formes et délais légaux ;

Il convient de la déclarer recevable ;

#### AU FOND

#### Sur la demande en paiement de la somme de 25.676.000 francs au titre de la créance

- Le GROUPE MARAIS sollicite du Tribunal qu'il condamne la société CITCC à lui payer la somme de 25.676.000 francs au motif qu'il a mis à la disposition de celle-ci une trancheuse et un chauffeur pour l'installation du réseau fibre optique sur l'axe Abidjan-Boua pour un coût de 25.676.000 francs, mais la société CITCC n'a pas payé le prix de location de l'engin ;

L'article 1134 du code civil dispose que « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites...elles doivent être exécutées de bonne foi » ;

Il résulte de ce texte relatif à l'effet obligatoire des contrats que les parties sont tenues par les termes de leur contrat et doivent l'exécuter avec loyauté ;

Il ressort des pièces produites au dossier, notamment de la facture N° FC11561 du 31 janvier 2017, qu'il existe entre les parties un contrat de location d'engin qui met à la charge du GROUPE MARAIS l'obligation de mise à disposition de



la trancheuse à la société CITCC et pour ladite société l'obligation de payer le prix de location de l'engin ;

Il est constant que le GROUPE MARAIS a exécuté ses obligations tel que précisé ci-dessus contrairement à la société CITCC qui reste lui devoir la somme de 25.676.000 francs ;

Celle-ci reconnaît la créance du demandeur, mais soutient qu'il revient conventionnellement à l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) d'honorer ladite créance et non elle ;

Il est constant que le protocole d'accord ANSUT/CITCC relatif aux conditions et modalités du paiement direct par l'ANSUT des sous-traitants fournisseurs locaux et tous autres prestataires de CITCC daté du 24 février 2016 prévoit en son article 2.2 que « l'ANSUT s'oblige à payer directement tous les sous-traitants, fournisseurs locaux et autres prestataires de CITCC dans le cadre du projet, selon les modalités déjà définies entre CITCC et les sous-traitants pour les prestations achevées ou en cours d'exécution, ou qu'elle définira avec CITCC ou les prestataires concernés selon les cas pour les travaux à venir » ;

Toutefois, par courrier en date du 18 septembre 2018, l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) a fait savoir au GROUPE MARAIS qu'elle a déjà réglé la totalité du montant de sa facture à la société CITCC ;

Dès lors, il revient à ladite société d'honorer la créance du GROUPE MARAIS ;

Il convient de condamner la société CITCC à payer au GROUPE MARAIS la somme de 25.676.000 francs au titre de sa créance ;

Sur la demande en paiement de la somme de 5.000.000 de francs à titre de dommages-intérêts

Le GROUPE MARAIS sollicite du Tribunal qu'il condamne la société CITCC à lui payer la somme de 5.000.000 de francs à titre de dommages-intérêts au motif qu'il a subi un préjudice économique par l'immobilisation de sa créance et par les frais engagés pour le recouvrement de ladite créance ;

L'article 1147 du code civil dispose que « Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement des dommages-intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut être

imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part » ;

Il résulte de ce texte que la réparation est soumise à l'existence de trois conditions cumulatives que sont la faute, le préjudice et le lien de causalité entre ces deux éléments ;

En l'espèce, le GROUPE MARAIS n'apporte pas la preuve du préjudice subi ;

Les conditions de la responsabilité contractuelle ne sont donc pas réunies

Il convient de déclarer mal fondé ce chef de demande ;

#### Sur l'exécution provisoire de la décision

Le GROUPE MARAIS demande l'exécution provisoire de la décision ;

L'article 145 du code de procédure civile, commerciale et administrative dispose que « Outre les cas où elle est prescrite par la loi, et sauf dispositions contraires de celle-ci, l'exécution provisoire doit être ordonnée d'office, nonobstant opposition ou appel, s'il y a titre authentique ou privé non contesté, aveu ou promesse reconnue » ;

En l'espèce, le demandeur n'a produit au dossier aucun titre authentique ou privé non contesté, n'a fait aucun aveu ou promesse ;

Il y a lieu de déclarer mal fondé ce chef de demande ;

#### Sur les dépens

La société CITCC succombant ; Il convient de la condamner aux dépens ;

#### PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

- Rejette l'exception de communication des pièces soulevée ;

- Déclare recevable l'action du GROUPE MARAIS ;

- L'y dit partiellement fondée ;

- Condamne la Société China International Télécommunication Construction Corporation dite CITCC à lui payer la somme de 25.676.000 francs au titre de la créance ;

- Déboute le GROUPE MARAIS de sa



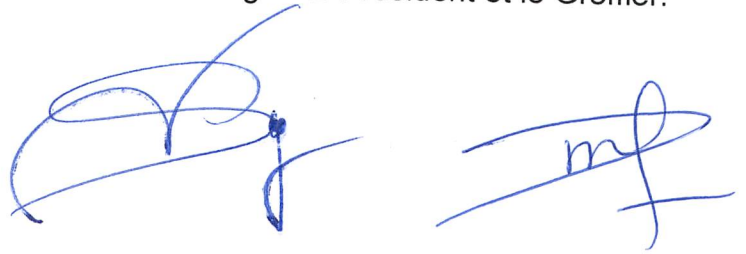
demande en paiement de la somme de 5.000.000 de francs à titre de dommages-intérêts ;

- Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire de la décision ;

- Condamne la Société China International Télécommunication Construction Corporation dite CITCC aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier.



Plateau  
Comptable 8003



Droit juste = 18000

Hors Délai

Reçu la somme de huit mille francs

Quittance n° 033974 et

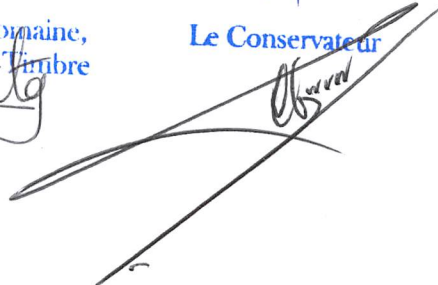
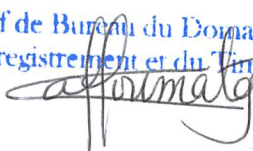
Enregistré le 15 OCT 2019

Registre Vol. 45 Folio 76 Bord 576 / 158112

Le Receveur

Le Chef de Bureau du Domaine,  
de l'Enregistrement et du Timbre

Le Conservateur



1. Introduction  
 2. Background  
 3. Methodology  
 4. Results  
 5. Conclusion  
 6. References  
 7. Appendix  
 8. Index  
 9. Glossary  
 10. Summary  
 11. Abstract  
 12. Keywords  
 13. Subject  
 14. Topic  
 15. Field  
 16. Area  
 17. Discipline  
 18. Branch  
 19. Department  
 20. Faculty  
 21. School  
 22. College  
 23. University  
 24. Institution  
 25. Organization  
 26. Company  
 27. Enterprise  
 28. Business  
 29. Industry  
 30. Market  
 31. Trade  
 32. Commerce  
 33. Industry  
 34. Market  
 35. Trade  
 36. Commerce  
 37. Industry  
 38. Market  
 39. Trade  
 40. Commerce  
 41. Industry  
 42. Market  
 43. Trade  
 44. Commerce  
 45. Industry  
 46. Market  
 47. Trade  
 48. Commerce  
 49. Industry  
 50. Market  
 51. Trade  
 52. Commerce  
 53. Industry  
 54. Market  
 55. Trade  
 56. Commerce  
 57. Industry  
 58. Market  
 59. Trade  
 60. Commerce  
 61. Industry  
 62. Market  
 63. Trade  
 64. Commerce  
 65. Industry  
 66. Market  
 67. Trade  
 68. Commerce  
 69. Industry  
 70. Market  
 71. Trade  
 72. Commerce  
 73. Industry  
 74. Market  
 75. Trade  
 76. Commerce  
 77. Industry  
 78. Market  
 79. Trade  
 80. Commerce  
 81. Industry  
 82. Market  
 83. Trade  
 84. Commerce  
 85. Industry  
 86. Market  
 87. Trade  
 88. Commerce  
 89. Industry  
 90. Market  
 91. Trade  
 92. Commerce  
 93. Industry  
 94. Market  
 95. Trade  
 96. Commerce  
 97. Industry  
 98. Market  
 99. Trade  
 100. Commerce  
 101. Industry  
 102. Market  
 103. Trade  
 104. Commerce  
 105. Industry  
 106. Market  
 107. Trade  
 108. Commerce  
 109. Industry  
 110. Market  
 111. Trade  
 112. Commerce  
 113. Industry  
 114. Market  
 115. Trade  
 116. Commerce  
 117. Industry  
 118. Market  
 119. Trade  
 120. Commerce  
 121. Industry  
 122. Market  
 123. Trade  
 124. Commerce  
 125. Industry  
 126. Market  
 127. Trade  
 128. Commerce  
 129. Industry  
 130. Market  
 131. Trade  
 132. Commerce  
 133. Industry  
 134. Market  
 135. Trade  
 136. Commerce  
 137. Industry  
 138. Market  
 139. Trade  
 140. Commerce  
 141. Industry  
 142. Market  
 143. Trade  
 144. Commerce  
 145. Industry  
 146. Market  
 147. Trade  
 148. Commerce  
 149. Industry  
 150. Market  
 151. Trade  
 152. Commerce  
 153. Industry  
 154. Market  
 155. Trade  
 156. Commerce  
 157. Industry  
 158. Market  
 159. Trade  
 160. Commerce  
 161. Industry  
 162. Market  
 163. Trade  
 164. Commerce  
 165. Industry  
 166. Market  
 167. Trade  
 168. Commerce  
 169. Industry  
 170. Market  
 171. Trade  
 172. Commerce  
 173. Industry  
 174. Market  
 175. Trade  
 176. Commerce  
 177. Industry  
 178. Market  
 179. Trade  
 180. Commerce  
 181. Industry  
 182. Market  
 183. Trade  
 184. Commerce  
 185. Industry  
 186. Market  
 187. Trade  
 188. Commerce  
 189. Industry  
 190. Market  
 191. Trade  
 192. Commerce  
 193. Industry  
 194. Market  
 195. Trade  
 196. Commerce  
 197. Industry  
 198. Market  
 199. Trade  
 200. Commerce  
 201. Industry  
 202. Market  
 203. Trade  
 204. Commerce  
 205. Industry  
 206. Market  
 207. Trade  
 208. Commerce  
 209. Industry  
 210. Market  
 211. Trade  
 212. Commerce  
 213. Industry  
 214. Market  
 215. Trade  
 216. Commerce  
 217. Industry  
 218. Market  
 219. Trade  
 220. Commerce  
 221. Industry  
 222. Market  
 223. Trade  
 224. Commerce  
 225. Industry  
 226. Market  
 227. Trade  
 228. Commerce  
 229. Industry  
 230. Market  
 231. Trade  
 232. Commerce  
 233. Industry  
 234. Market  
 235. Trade  
 236. Commerce  
 237. Industry  
 238. Market  
 239. Trade  
 240. Commerce  
 241. Industry  
 242. Market  
 243. Trade  
 244. Commerce  
 245. Industry  
 246. Market  
 247. Trade  
 248. Commerce  
 249. Industry  
 250. Market  
 251. Trade  
 252. Commerce  
 253. Industry  
 254. Market  
 255. Trade  
 256. Commerce  
 257. Industry  
 258. Market  
 259. Trade  
 260. Commerce  
 261. Industry  
 262. Market  
 263

1998-1999-2000

$\frac{d}{dt} \left( \frac{1}{2} m v^2 \right) = \frac{1}{2} m \frac{dv^2}{dt}$

